

*clt*

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Marseille, le

Bureaux des Installations Classées  
et de l'Environnement

Dossier suivi par :

n° 85-148/49-85 A

A R R E T E

PORTANT MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES  
D'EXPLOITATION DE L'USINE DE LA S.A. PAPETERIES ETIENNE A ARLES

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE,  
DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
ET DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

- oOo -

VU La loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 18,

VU l'arrêté du 23 septembre 1975 autorisant la société des Papeteries ETIENNE à exploiter une fabrique de papier à ARLES, 29, Avenue de Camargue, Quartier de Trinquetaille,

VU l'arrêté n° 61-1982-A du 6 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation de l'établissement industriel susvisé,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'environnement en date du 21 mai 1985,

VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République pour l'Arrondissement d'ARLES en date du 8 juillet 1985,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 juillet 1985,

CONSIDERANT qu'il convient de rectifier certaines des échéances fixées à l'arrêté n° 61-1982-A susvisé relatives au programme de réduction des effluents pollués de l'usine de la S.A. PAPETERIES ETIENNE à ARLES,

CONSIDERANT qu'une mise à jour doit également être apportée à l'arrêté n° 61-1982-A susmentionné en ce qui concerne l'alimentation en combustible de cet établissement,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARTICLE 1er.- Les dispositions de l'arrêté n° 61-1982-A du 6 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation des Papeteries Etienne à Arles sont modifiées dans les conditions fixées ci-après :

1 - Au chapitre I § 1, 5ème alinéa - Installations autorisées, chaufferie.

Cet alinéa est complété comme suit :

"- une chaufferie comprenant une chaudière BABCOCK & WILCOX de puissance nominale 27 000 th/h, alimentée au fuel-oil lourd n° 2 ou au gaz naturel, ainsi qu'un générateur d'appoint de marque LARDET de 9 000 th, fonctionnant exclusivement au gaz naturel-"

2 - Au chapitre III § 1 : Pollution atmosphérique - installations de combustion.

Les prescriptions techniques fixées à ce paragraphe ne sont applicables qu'en tenant compte de la spécificité du combustible adopté comme alimentation énergétique principale des installations concernées ; en particulier, les valeurs précisées pour les normes concernant le dimensionnement des cheminées, la composition et le contrôle des effluents gazeux de la chaudière de 27 000 th/h resteront en vigueur seulement en cas de fonctionnement au fioul-oil lourd.n° 2.

3 - Au chapitre II : Pollution des eaux.

- au sous-chapitre 2 - CONTROLE des REJETS §-c mesures et analyses par organisme agréé : l'exigibilité des campagnes de mesures est corrigée et se rapporte à présent aux années 1986, 1988 et 1990.

- au sous-chapitre 3 - Niveau des rejets §-B premier programme de réduction des flux polluants :

• à l'alinéa b, l'échéance du 1er décembre 1983 fixée au premier stade d'action pour l'abattement de flux de matières en suspension à 2 kg/T en ratio de pollution moyenne mensuelle et 3 Kg/T en ratio de pollution journalière est repoussée au 1er décembre 1986.

• à l'alinéa c, l'échéance du 1er décembre 1985 fixée au second stade d'action pour l'abattement des flux de matières en suspension à 1 Kg/T en ratio de pollution moyenne mensuelle et 2 Kg/T en ratio de pollution journalière est repoussée au 1er décembre 1988.

- au sous-chapitre 3 - Niveau des rejets §-C second programme de réduction des flux polluants générés par l'usine : la date limite du 1er janvier 1985 fixée pour la remise du rapport d'étude définie à ce paragraphe est reportée au 1er juillet 1989.

ARTICLE 2.- Les autres dispositions de l'arrêté n° 61-1982 A du 6 décembre 1982 restent inchangées.

ARTICLE 3.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4.- L'exploitant devra en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 5.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des services d'incendie et de secours, de l'inspection des établissements classés et de l'inspection du travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 6.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 7.- La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 8.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9.- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement d'ARLES,  
Le Sous-Préfet, Chargé de Mission pour la Sécurité Civile,  
Le Maire d'ARLES,  
Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,  
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

MARSEILLE, 1<sup>er</sup> 30 OCT. 1985

Pierre SOMVEILLE

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef de Bureau,

*Thoannes*  
Joséphine THOANNES

